Confidentiel

radio

27 sept. 1940

INSTALLATION DE POSTES PRIVÉS CANADIENS-FRANCAIS DANS L'OUEST

A. Entrevues avec MM. Morin, Frigon et Dupont à Montréal sept. 1940.

A l'occasion de mon voyage à Québec, pour la réunion annuelle du Comité permanent de la Survivance française, il me fut donné, à Montréal, de causer avec M. Arthur Dupont, directeur commercial de la SRC, le 26 septembre, et avec MM. René Morin et Augustin Frigon, respectivement président et directeur général adjoint, le 27 septembre 1940.

1. M. Dupont, dans une conversation d'un caractère purement privé et confidentiel, me fit part de sa conviction que nous n'obtiendrions jamais, au réseau national ou même à CBK, Watrous, la part de français que nous jugions équitable, en raison de l'opposition irréductible des auditeurs de langue anglaise. M. Dupont avait fait partie de l'ancienne Commission canadienne de la radiodiffusion et se rappelait fort bien la tempête qu'avait soulevée la tentative de cette commission, de nous rendre justice. Lorsque je vis le Colonel Landry à Ottawa, le 9 octobre, celui-ci me dit résolument la même chose. Lui aussi avait fait partie de la Commission de la radiodiffusion.

De l'avis de M. Dupont, il était conséquemment préférable que, tout en poursuivant notre campagne, nous envisagions d'autres solutions au problème. La meilleure, selon lui, était l'installation d'un ou de plusieurs postes privés dans l'Ouest. Ceci était possible à condition que nous acceptions de commencer humblement et de nous établir sur une base d'affaires. Il était persuadé que la SRC, dans son désir d'en arriver à un arrangement qui concorderait avec nos demandes réitérées depuis 8 ans, et en quelque sorte pour être débarrassée de nous, nous accorderait des subventions substantielles durant plusieurs années, comme elle le fait d'ailleurs pour plusieurs postes privés dans tout le Canada. D'après M. Dupont, et dans ces conditions, la proposition était non seulement réalisable mais même intéressante au point de vue affaires. Il me dit que nous devrions commencer par un ou plusieurs postes de 1000 watts, au coût approximatif de \$20.000.00 chacun, qui diffuseraient durant une couple d'heures chaque jour jusqu'à ce que les revenus commerciaux dérivés des postes permettent l'augmentation graduelle des heures d'émission.

2. Lorsque je rencontrai MM. Morin et Frigon le lendemain - rencontre qui n'avait rien eu à faire avec celle de la veille, et qui m'avait été ménagée à l'avance par le Conseil central de la S.S.J.B. de Montréal - M. Frigon me déclara nettement qu'il était impossible à la SRC de nous accorder le minimum d'émissions françaises que les Associations Nationales de l'Ouest réclamaient et ce, en raison de notre faible proportion numérique au sein de la population de l'Ouest.

M. Frigon ne voyait donc de solution pour nous que dans l'érection, à nos frais, d'un ou de plusieurs postes dans les provinces des prairies. Il m'assura que le Ministère des Transports nous accorderait volontiers, sur la recommandation de la SRC, les permis nécessaires, et que la SRC elle-même consentirait des octrois substantiels pour les premières années si les Canadiens français de l'Ouest voulaient s'organiser. Bien plus, il m'assura que la SRC s'emploierait à nous faciliter la tâche dans le choix des emplacements, l'érection des postes, etc...

3. Je dois dire que si, sur le coup, les deux conversations ci-dessus me donnèrent quelque espoir d'aboutir enfin à quelque chose, lorsque les jours suivants je me mis à réfléchir, il me sembla que de tels projets étaient irréalisables pour le moment. Le rayonnement d'un poste de 1000 watts ne dépasse guère, sauf exceptionnellement, une centaine de milles - ce qui fait que, pour desservir nos paroisses, il en faudrait au moins 5. Et puis, les temps présents, tout particulièrement chez nous, n'étaient certes pas propices à un lancement d'emprunt considérable.

Je me promis cependant de faire rapport de ces conversations aux Associations nationales de l'Ouest aussitôt que je le pourrais. Depuis cette époque, j'ai été surchargé d'ouvrage et je n'ai pu me mettre à la rédaction d'un rapport.

B. Entretiens avec M. Emile Couture, à Winnipeg, les 28-30 mai 1941.

A l'occasion du Congrès de la Société Canadienne d'enseignement post-scolaire à Winnipeg, les 28-30 mai 1941, M. l'abbé Antoine d'Eschambault me fit savoir que M. Emile Couture, autrefois de Saint-Boniface, actuellement au service de la colonisation du Canadien-National, à Montréal, avait quelque chose d'intéressant à me communiquer au sujet de la radio.

Effectivement, M. Emile Couture et moi eûmes des conversations que je résume de mon mieux, d'après notes, comme suit:

1. Quelque temps avant son départ de Montréal, M. Emile Couture fut invité, par les gens de la SRC à Montréal à venir tâter le terrain dans l'Ouest au sujet de l'installation de 3 postes privés par les Canadiens français de ces provinces.
2. La SRC serait disposée à accorder des octrois annuels de \$5,000.00⁸ chacun des postes que nous érigerions et ce, pendant une durée de 3 à 5 ans. De plus, elle serait prête à nous envoyer un ou des techniciens pour nous aviser sur l'emplacement idéal des antennes et studios, sur le lancement de l'affaire et pour l'entraînement du personnel nécessaire.
3. La Cie Marconi de Montréal pourrait livrer des postes de 1000 watts à raison de \$12,000.00 chacun et les installer aux endroits choisis. Si les postes que nous nous proposerions d'ériger lui étaient confiés comme contrat global, il y aurait lieu d'espérer une réduction considérable. La Cie répartirait les paiements sur une période de 36 mois.
4. L'entreprise reposerait sur la vente d'actions, aux Canadiens français de chacune des provinces de l'Ouest, sous la direction des Associations nationales respectives. Il importerait en effet que les Associations gardent le contrôle des postes pour qu'ils ne deviennent pas purement et avant tout commerciaux.

5. Les postes devraient être établis sur une base d'affaires véritables s'astreignant à commencer en petit et avec le moins de frais possible, ils auraient à se proposer comme but à réaliser le plus tôt possible, de se constituer une clientèle d'auditeurs qui serait intéressante au point de vue commercial et qui par conséquent rendrait possible la commandite des programmes. Pour cela, offrir au début, durant une couple d'heures par jour, des programmes surtout enregistrés qui serviraient à chacun des postes à tour de rôle, composés principalement de chansons, musique, etc... Sans parler évidemment du radio-journal quotidien. Chercher à intéresser le monde. Il y aurait lieu sans doute d'utiliser les apports de chacune des trois provinces en fait de causeries - par ex., du Manitoba, sur les organismes d'Action catholique, les coopératives, les cercles d'études, puisqu'il y a là tout un organisme sur pied. La section manitobaine de la S.C.E.P. pourrait prendre à son compte quelques réalisations intéressantes. De même les collèges, les journaux.

Comme exemple de ce qui pourrait se faire pour réduire au minimum les frais d'installation et de fonctionnement du poste manitobain, M. Emile Couture suggère que le poste soit installé au collège et qu'un Père en ait la direction. Reste à voir ce que les autorités du Collège en penseraient et ce qui pourrait se faire d'analogue dans les autres provinces.

6. Les premiers frais d'érection et de fonctionnement des postes seraient couverts par:

- 1o le capital-action souscrit dans chaque province;
- 2o l'octroi annuel de la SRC;
- 3o une subvention de la SCEP.

7. Lorsqu'une clientèle suffisante aurait été créée, il deviendrait possible de vendre des programmes à des maisons anglaises aussi bien que canadiennes-françaises, tant de l'Est que de l'Ouest. Ceci deviendrait alors la principale et bientôt unique source de revenus, capable de pourvoir au paiement de dividendes aux actionnaires et à l'amélioration des postes.

Il a été présenté à M. Frigon un peu plus tard, selon que vous arrivassiez à cette conclusion.

3. M. Couture est d'avis que nous devrions profiter des bonnes dispositions actuelles de la SRC relativement à l'érection de postes privés canadiens-français de l'Ouest. Il insiste que nous nous occupions de la chose sans tarder de peur que les événements viennent tout arrêter dans quelques mois. Il se propose de revoir MM. Frigon et Dupont dès son retour à Montréal, de leur faire rapport de ses démarches et de m'écrire à ce sujet sous peu.

La procédure qu'il suggère est la suivante:

1o Avoir une réunion préliminaire, le plus tôt possible, à laquelle participeraient 1 représentant de chacune des 3 provinces, qui soit mandataire pour le moins officieux des Associations respectives. Cette réunion n'aurait cependant aucun caractère officiel et il faudrait mieux ne rien ébruiter de l'affaire pour le moment.

2o A cette réunion, étudier les données du projet, telles que contenues dans les présentes notes, y compris le rapport de M. Couture qui suivra son retour à Montréal. Voir si le projet comporte quelque possibilité de réalisation.

3o Ecrire à la SRC pour l'aviser de la tenue de cette réunion et lui exprimer le désir qu'ont les Canadiens français de l'Ouest d'en arriver à un règlement qui sauvegarde les besoins essentiels des C.F. de l'Ouest; bien marquer que nous désirons une solution totale et non applicable à l'une seulement des provinces; lui demander de nous envoyer un ou deux techniciens auprès desquels nous pourrions obtenir tous les renseignements désirables et avec lesquels nous pourrions discuter tous les aspects, techniques et commerciaux de l'entreprise.

4o Après la discussion avec les gens envoyés par la SRC, convoquer une assemblée officielle de quelques délégués de chacune des trois associations et y préparer un mémoire qui serait dûment signé par lesdites Associations et envoyé à la SRC.